



LE JOURNAL DES ALTERNATIVES

COPENHAGUE

C'est le temps d'agir !

PAR ARTHUR SANDBORN

La planète entière est réunie à Copenhague, du 7 au 18 décembre, à la recherche d'un traité visant à contrer les changements climatiques. Les enjeux sont immenses. Les 2 000 scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur le Climat (GIEC) prédisent une véritable catastrophe d'ici la fin du présent siècle si nous ne limitons pas l'augmentation de la température terrestre à 2 degrés. Or, cet automne, les scientifiques du GIEC et du Climate Project ont prévu une situation plus grave, estimant que la température globale augmentera de 4 ou même 6 degrés avant la fin du siècle. Un tel réchauffement provoquera une fonte des banquises qui, chez nous, noiera les îles de la Madeleine et la basse ville de Québec. Même le port de Montréal se retrouvera sous l'eau à la marée haute.



WWW.THEEPOCHTIMES.COM

L'augmentation moyenne de la température mondiale s'approche déjà à un degré, et les premiers effets se font sentir. Des événements météorologiques extrêmes se multiplient. Des sécheresses s'intensifient dans certaines régions du globe pendant que d'autres, telle le Québec, reçoivent des précipitations plus abondantes. Il y a des situations critiques. Certains petits pays du Pacifique sont littéralement en train de disparaître sous la mer, et des pays comme le Bangladesh risquent de voir la majorité de leur terre arable sub-



HTTP://WWW.DUBRUITPOURLECLIMAT.ORG

mergée sous l'océan. Le réchauffement amène la disparition rapide des glaciers, source d'eau pour des millions de personnes.

La tête dans le sable...

Malgré cela, un accord à Copenhague, étape critique pour stopper le réchauffement, est loin d'être acquis. Le GIEC insiste pour que, d'ici 2020, les pays industrialisés assurent une réduction de 25 à 30 % des émissions des gaz à effet de serre (GES), par rapport au niveau de 1990. C'est l'année de départ prévue dans l'accord de Kyoto.



L'accord de Copenhague est menacé par un puissant lobby visant à ralentir les négociations, qui nie l'ampleur, voire même l'existence du problème. — ARTHUR SANDBORN

Une réduction des GES de cette ampleur représente une menace pour de grandes puissances industrielles qui reposent sur l'exploitation du pétrole, de la forêt et des terres. Ultimement, c'est le fondement même de la mondialisation capitaliste qui est remise en cause, en raison de sa dépendance aux combustibles fossiles.

L'accord de Copenhague est donc menacé par un puissant lobby visant à ralentir les négociations, qui nie l'ampleur, voire même l'existence du problème. La campagne de publicité radiophonique pancanadienne des « Amis de la science » qui a eu lieu en novembre est un exemple patent de ce travail de sape : on y affirme que ce n'est pas l'homme le responsable, mais bien le soleil. Ces

publicités, un appui ouvert aux pétrolières et autres producteurs de sables bitumineux, sont la version canadienne d'une campagne internationale visant à accroître le scepticisme et ultimement entraîner l'inaction des acteurs politiques et des gouvernements.

Or, ce sont les gouvernements qui signeront, ou non, un accord à Copenhague. Les États-Unis doivent participer à l'effort. Sans eux, tout accord semble impossible. Le président Obama semble tantôt enthousiaste, tantôt tiède. Le Sénat et la Chambre des représentants ne l'ont pas aidé à date, proposant des réductions ramenant le plus important émetteur des GES à son niveau d'émissions de 1990, rien de plus.

Quant au Canada, il fait un véritable travail de sape. Signataire de l'accord de Kyoto, le Canada n'a strictement rien fait pour diminuer les émissions de GES qui ont, au contraire, augmenté de 25 %! M. Prentice, ministre de l'environ-

nement dans le cabinet conservateur, se présente à Copenhague sans cibles de réduction crédibles, sans plan ni règlements pour l'industrie, le transport routier, l'agriculture, etc. Nous n'avons pas de plan pour convertir nos sources d'énergie aux énergies renouvelables non plus.

C'est le temps d'agir !

Les citoyenNES du Canada qui souhaitent la conclusion d'un tel accord peuvent appeler MM. Harper et Prentice cette semaine, laisser des messages dans leurs boîtes vocales, participer à des manifestations.

On trouve plus de détails et possibilités d'action à : WWW.KYOTOPLUS.CA.

Valser sur des airs...de cendre...

PAR LOUISE VANDELAC

Cette fois, nous le savons. Et nous le savons avant. Serons-nous sauvés par Copenhague? Certes, l'ébauche d'un accord entre les États-Unis et la Chine devrait modifier la donne internationale. Et certains États comprennent bien l'intérêt de produire plus vert et plus propre, de remplacer les énergies polluantes par les énergies économisées, renouvelables et complémentaires et tablent d'abord sur la sécurité et la souveraineté alimentaire. Mais déjà, la réalité dépasse les scénarios les plus pessimistes du GIEC et la hausse pourrait même atteindre selon certains scientifiques 7 degrés centigrades, alors qu'à 2 degrés, les effets d'emballement s'annoncent hors contrôle.

Or, dans un contexte où le capital de la planète s'épuise rapidement, où la dégradation des capacités de régénération des deux tiers des écosystèmes amplifie la crise climatique, on sait que c'est le milliard d'humains affamés, assoiffés et cette moitié du monde appauvri qui paiera d'abord en problèmes d'eau, d'alimentation, de santé et de déplacements massifs cette surconsommation débridée et l'obésité de l'empreinte écologique du nord. D'ailleurs déjà, 99 % des 260 millions de personnes touchés par les déferlantes d'ouragans, d'inondations et d'incendies, ces catastrophes climatiques qui ont doublé depuis 1980, viennent des pays en voie de développement, d'où leurs exigences qu'on paie au moins les mesures d'adaptation.



On sait que c'est le milliard d'humains affamés, assoiffés et cette moitié du monde appauvri qui paiera d'abord en problèmes d'eau, d'alimentation, de santé et de déplacements massifs. — LOUISE VANDELAC

Ceci dit, pour faire virer le Titanic économique, sans doute faut-il d'abord cesser de valser sur l'illusion de croissance durable, troquer les boussoles détraquées comme le PIB pour des indicateurs renouvelés, tout en changeant de lunettes, de priorités, de perspectives, de stratégie, voire d'horizon de pensée... Vous avez dit... pensée ???

Blogues



RAPHAËL CANET
La montagne qui accouche d'une souris!



NATHALIE GUAY
Emplois verts et changements climatiques



CLAUDE VAILLANCOURT
De Seattle à Genève : Dix années d'histoire



MICHEL WARSCHAWSKI
Oui au boycott contre d'Israël!



RONALD CAMERON
Soutenir l'action syndicale de résistance



WWW.ALTON.ORG/~/THEMETARARE.HTML

Billet

Le rêve de *Copenhagte*

PAR MICHEL LAMBERT

À quelques jours du sommet de Copenhague, sensé jeter les bases d'un nouvel accord post-Kyoto sur les changements climatiques, le capitalisme caméléon cherche à tourner au vert. Transports, énergie, produits courants de consommation ;... les élites du monde s'imaginent mettre de l'avant un nouveau « *green deal* » qui camouflerait grossièrement leur détermination à poursuivre malgré les multiples crises financière, écologique, alimentaire et sociale dans la même voie du capitalisme sauvage. Même Obama se présentera à Copenhague (en route vers Oslo et son ridicule prix Nobel) pour ajouter au spectacle davantage de poudre aux yeux alors que tout indique que la conférence n'accouchera de rien, si ce n'est un immense et scandaleux recul par rapport à l'accord original de Kyoto !!

Entre vous et moi, sans rire, comment le capitalisme, même vert, un système basé sur la recherche du profit, l'exploitation des ressources, l'accumulation, l'impératif de croissance et la négation des droits environnementaux et humains pourrait-il régler le problème du climat et de la crise écologique?

Si l'histoire est pertinente ici, on doit se souvenir de la grande révolution « verte » des années 60-70, qui anéantit l'agriculture de subsistance, créé pour l'exportation ces grandes monocultures noyées de pesticides et d'engrais chimiques, épuisés la terre, ruiné les petits producteurs et les paysans et affamés les peuples. Cette hypocrisie du capitalisme d'alors, qui produit aujourd'hui plus de déchets que de céréales, nous force, hier !, à proposer des modèles agricoles souverains et au service des populations.

De réelles alternatives

Pour Alternatives et nombre d'acteurs du mouvement social, les solutions à la crise écologique et aux autres crises sont à trouver dans un modèle radicalement différent. Par exemple, à la place du système de la dette et des « ajustements » ultra-libéraux infligés par le FMI et la Banque Mondiale aux pays du Sud, il faut imposer la reconnaissance de la dette écologique accumulée par les transnationales et les élites du Nord qui sont après tout responsables de plus de 80 % des émissions de gaz à effet de serre et qui poussent maintenant le cynisme jusqu'à retirer aux peuples le droit à la subsistance par d'ignobles brevets sur les produits agricoles du Sud et sur le vivant!

Il faut aussi un remplacement progressif mais rapide des énergies fossiles par des sources d'énergie « propres », notamment le solaire, alors que les scientifiques nous rappellent que le flux d'énergie solaire qui atteint la terre est égal à 8 000 fois la consommation énergétique mondiale !!

Ce sommet de Copenhague, annoncé par plusieurs comme la réunion diplomatique la plus importante de l'histoire du monde, s'ouvrira presque 10 ans jour pour jour après que quelques milliers de militants altermondialiste aient bloqué celui de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle en 1999 lançant de fait un nouveau mouvement mondial pour le changement. Déjà, Les militants présents à Copenhague annoncent qu'ils vont refuser les pâles solutions proposées jusqu'à maintenant, lesquelles sont basées sur le marché et vont échouer à résoudre la crise climatique en plus d'augmenter de manière dramatique la pauvreté et les inégalités. Ils n'annoncent rien de moins qu'un nouveau Seattle !

Mais à cette différence près que « *Copenhagte* » pourrait être un tournant pour le mouvement altermondialiste qui ne se contente plus simplement de refuser le système, mais qui veut maintenant, avec détermination, proposer des solutions équitables, globales pour résoudre tant la crise écologique que les crises sociales.

Contrairement à d'autres rencontres similaires, ou parfois le « alter » du mot altermondialiste n'apparaît encore que comme une vue de l'esprit, à *Copenhagte*, le mouvement altermondialiste armé d'alternatives concrètes pourrait bien jouer un rôle déterminant.

LE JOURNAL DES ALTERNATIVES est produit de façon indépendante par Alternatives et la fédération Alternatives International. Tirage papier trimestriel inséré dans l'hebdomadaire VOIR à 235 000 exemplaires aux mois de septembre, décembre, mars et juin. Le Journal des Alternatives est aussi disponible en version Web, avec des mises à jour plus régulières et importantes sur le site www.alternatives.ca. Le Journal est mis à disposition aux conditions stipulées par une licence publique « Creative Commons » qui permet la reproduction des textes à des fins non commerciales mais en citant la source et les auteurs. Les points de vue exprimés par ces derniers n'engagent que ceux-ci.

CHRONIQUES : Catherine Binette, Ronald Cameron, Véronique Côté, Raphaël Canet, Bernard Dreano, Nathalie Guay, Alex J. Hill, Damien Millet, Michel Lambert, Anne Latendresse, Michael Löwy, Gustave Massiah, Olivier Ragueneau, Owen Rose, Arthur Sandborn, Claude Vaillancourt, Louise Vandeleit et Michel Warschawski • CHRONIQUES VIDEO : Funambule média, Productions Via la Monde et Santiago Bertolino (sur www.alternatives.ca) • INFOGRAPHIE : Exergue Communications et Brigitte Beaudet

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Michel Lambert

ALTERNATIVES, 3720, avenue du parc, bureau 300

Montréal (Québec) H2X 2J1

Téléphone : (514) 982-6606 • Télécopieur : (514) 982-6122

www.alternatives.ca • Courriel : commentaires@alternatives.ca



CHAUFFER MON APPARTEMENT, RÉCHAUFFER LA PLANÈTE

PAR ALEX J. HILL

Alors que l'hiver s'annonce, que les températures baissent et que nous allumons le chauffage, il est temps de faire face à des choix difficiles en matière de changements climatiques. En décembre, les gouvernements du monde entier se réuniront à Copenhague pour mettre au point un nouvel accord mondial qui sera la suite du Protocole de Kyoto. Malgré cela, le gouvernement conservateur canadien continue de faire fi des obligations légales du Canada conformément à Kyoto, notamment dans un secteur sous-estimé, soit cela des habitations canadiennes.

Nos maisons et immeubles représentent environ 1/3 de la consommation d'énergie canadienne, un

qu'en moyenne les émissions des autres nations du G7 ont augmenté de 12 %, sur la même période.

Mais c'est cependant considérant l'aspect législatif du problème environnemental que le gouvernement conservateur du Canada a tout à fait échoué. Depuis 2005, aucune tentative ne fut entreprise pour proposer le moindre règlement sur la réduction des gaz des maisons. Aucune politique claire ni stratégie pour s'attaquer au problème ne fut produite en quatre ans.

Et aujourd'hui, en maître de l'opportunité, le gouvernement Harper perçoit une façon de sortir le Canada de la seule loi contraignante sur les changements climatiques, le Protocole de Kyoto. Le Canada a ainsi rejoint le Ja-

Malgré le manque de direction du Canada, plusieurs provinces démontrent le potentiel d'une législation et d'une régulation en matière de changements climatiques. La Colombie Britannique a adopté la première taxe carbone au Canada et l'Ontario a lancé une tarification progressiste de l'énergie domestique, faisant en sorte que la production d'énergie solaire soit compétitive. Ici au Québec, dans un futur proche, nous pouvons nous attendre à voir les normes de l'Agence de l'efficacité énergétique NovoClimat en matière de construction devenir des standards dans le code du bâtiment.

Les législations de ce genre fixent les règles. Elles mettent des technologies propres sur le marché à travers des pénalités et des interdictions liées au gaspillage d'énergie, et elles encouragent les engagements personnels des gens en donnant une forme concrète au vœu cohérent, personnel et politique des Canadiens de stopper la progression des changements climatiques.

Sans cela, notre seule option est d'éteindre le chauffage.

L'auteur est directeur général de Énergie Verte Benny Farm (EVBF) www.accesenergie.ca



CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DETTE DU SUD :

UN PEU D'ARITHM-ÉTHIQUE...

PAR OLIVIER RAGUENEAU ET DAMIEN MILLET

Nous sommes loin d'être tous égaux vis-à-vis du changement climatique en cours. Les pays développés sont responsables d'environ 80 % des émissions passées de gaz à effet de serre, tandis que les pays les plus pauvres seront touchés les premiers du fait de leur position géographique et des faibles moyens dont ils disposent pour s'y adapter. De grandes décisions doivent être prises si tant est que la volonté en soit réellement présente. Voici un calcul surprenant, qui pourrait constituer un excellent test de cette volonté.

Au début 2007, Wally Broecker a proposé le concept de « tarte au carbone ». Si l'on veut limiter la concentration de carbone dans l'atmosphère au double de la teneur d'avant la révolution industrielle, parce que les modèles prédisent alors un accroissement de 2°C qu'il est raisonnable de ne pas vouloir dépasser, alors la taille TOTALE de notre tarte de carbone à émettre est de 1 025 gigatonnes (GtC), incluant 305 GtC déjà émis depuis de la révolution industrielle. Ce concept est fondamental : nous avons un capital à NE PAS dépasser,



il ne s'agit plus seulement de ramener le rythme de nos émissions.

Devant cette tarte, se pose alors la question de son partage. Dans un monde idéal, celui-ci devrait se faire au prorata de la population. Les pays développés ne devraient donc avoir droit à guère plus de 20 %, c'est-à-dire 205 GtC. Or, ils ont déjà « avalé » pour presque 245 GtC (80 % des 305 GtC déjà émis), de sorte qu'ils ont déjà excédé leur quota d'environ 40 GtC! Sur le marché européen des quotas de carbone, en 2006, ces 40 GtC équivalent à environ 2 860 \$ milliards



Le monde a les moyens financiers de faire face au changement climatique.— OLIVIER RAGUENEAU ET DAMIEN MILLET

de dollars... Or, selon la Banque mondiale, 2 860 \$ milliards de dollars, c'est précisément le montant de la dette externe de l'ensemble des pays en développement.

L'annulation totale et inconditionnelle de la dette des pays du Sud pourrait dès lors apparaître comme le paiement par les pays les plus industrialisés d'une dette écologique dont ils sont cette fois-ci les débiteurs... Un tel calcul serait suffisant pour garantir un accès universel à l'eau potable, à une alimentation décente, à des soins de santé de base et à une éducation primaire, tout en apportant des flux financiers pour aider les pays les plus vulnérables à s'adapter au changement climatique en cours.

Mais ce n'est pas tout car dans notre scénario, les pays développés ont épuisé leur quota ! Pour se maintenir et effectuer une transition minimale vers une nouvelle économie, les pays développés devraient racheter au moins 20 % des 720 GtC restant de la tarte aux pays

du Sud, pour environ 10 300 \$ milliards de dollars. De quoi mettre en œuvre l'ensemble des mesures nécessaires à la formidable réduction de nos émissions de CO2 et financer de profondes réformes dont la planète a bien besoin.

Le monde a les moyens financiers de faire face au changement climatique. La recherche de solutions constitue même une opportunité unique de remettre en cause un système qui sert les intérêts des créanciers et des sociétés transnationales, pour enfin construire un modèle qui prenne fondamentalement en compte les besoins des peuples. De plus en plus de citoyens se mettent en marche pour limiter leurs émissions. De façon plus générale, les peuples devront imposer aux tenants de la mondialisation néolibérale leur volonté d'utiliser les sommes décrites plus haut, afin de réaliser d'autres choix politiques en matière sociale, économique et environnementale, en vue d'un monde enfin respectueux de l'humain et de son cadre de vie.

Le monde ne pourra pas en faire l'économie.

Olivier Ragueneau est chercheur au Centre national de la recherche scientifique de Paris et Damien Millet est porte-parole du comité pour l'Annulation de la dette au tiers-monde (France).



FLICKR/NEUTRALEXISTENCE

Remplacer les énergies fossiles par les énergies renouvelables est techniquement possible : comme le souligne Daniel Tanuro, « le flux d'énergie solaire qui atteint la terre est égal à 8 000 fois la consommation énergétique mondiale. Compte tenu des technologies actuelles, 1/1000^e de ce flux peut être converti en énergie utilisable ».

NON AU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Les changements climatiques c'est politique!



L'Arctique perd environ 10 % de sa couche de glace permanente tous les dix ans depuis 1980 (NASA, 2003). Dans cette région, les températures moyennes ont augmenté à une vitesse deux fois plus rapide qu'ailleurs dans le monde durant les dernières décennies (ACIA, 2004).



Les déchets inondent la planète : environ 2,5 milliards de tonnes de déchets sont produits chaque année, soit plus que la production mondiale de céréales (environ 2 milliards de tonnes par an).



Alors que 100 000 personnes meurent quotidiennement de faim ou de ses suites immédiates et que plus d'un milliard de personnes souffrent de manière chronique de la faim, entre 30 et 40 % des aliments achetés aux États-Unis et en Angleterre ne sont pas consommés.



L'ultimatum climatique



PAR RAPHAËL CANET

Si la chute du mur de Berlin, en 1989, a pu symboliser le triomphe de la liberté, celle de Wall Street, l'an passé, révèle l'échec du libéralisme à outrance. Le fiasco annoncé de la Conférence de Copenhague en constitue un nouveau chapitre. Tout cela impose aujourd'hui de se porter collectivement à la défense des biens communs de l'humanité. Comme le scandent les signataires de l'Ultimatum climatique (www.copenhague-2009.com) on ne négocie pas avec le climat, on agit. Malheureusement, la position du gouvernement canadien ne cesse de s'enliser dans les sables bitumineux de l'Alberta. Si le Canada n'agit pas, les Canadiens et les Québécois doivent le faire. Un changement politique est nécessaire pour lutter contre les changements climatiques.

Il y a ceux qui prétendent que la terre est plate et que le changement climatique n'a pas de source « anthropique » et n'est pas lié aux activités humaines. Il serait par exemple le résultat du soleil. C'était, il n'y a pas longtemps, la position de l'administration Bush défendue par un certain nombre de « scientifiques », lourdement subventionnés par l'industrie pétrolière.

Alternative écosocialiste



PAR MICHAEL LÖWY

Le système social qui régit actuellement la société humaine, le capitalisme, s'arc-boute de manière aveugle contre les changements qu'il est indispensable d'opérer si l'on veut conserver à l'existence humaine sa dignité et sa promesse. Pour affronter les enjeux du changement climatique, et de la crise écologique générale, il faut un

changement radical et structurel, qui touche aux fondements du système capitaliste : une transformation non seulement des rapports de production mais aussi des forces productives. Cela implique tout d'abord une véritable révolution du système énergétique, du système des transports et des modes de consommation actuels, fondés sur le gaspillage et la consommation ostentatoire, induits par la publicité. Bref, il s'agit d'un changement du paradigme de civilisation, et de la transition vers une nouvelle société, où la production serait démocratiquement

planifiée par la population : c'est à dire, où les grandes décisions sur les priorités de la production et de la consommation ne seraient plus décidées par une poignée d'exploiteurs, ou par les forces aveugles du marché, ni par une oligarchie de bureaucrates et d'experts, mais par les travailleurs et les consommateurs, bref, par la population, après un débat démocratique et contradictoire entre différentes propositions. C'est ce que nous désignons par le terme écosocialisme...

La suite sur www.alternatives.ca

LE PÔLE NORD FOND SAUVONS LE PÈRE NOËL

et toutes les victimes des changements climatiques



Agissons : le 12 décembre, 14h Manifestations planétaires

Montréal : Square Phillips

Contact: Girard@lamoc.ca

Québec : Carré D'Youville



L'AGRICULTURE... CAUSE ET SOLUTION À DE MULTIPLES CRISES



FOOD INC. DE ROBERT KENNER

PAR VÉRONIQUE CÔTÉ

Aujourd'hui, l'agriculture productiviste fait face à une crise environnementale qui perturbe ses pratiques, le nombre de fermes diminue et une proportion toujours croissante de la population mondiale souffre de la faim.

Pourtant, la quantité de nourriture produite est suffisante pour nourrir la population entière. Mais elle n'est pas pour autant accessible financièrement ou physiquement notamment à cause du gaspillage de la ferme à l'assiette.

D'autre part, le modèle agricole expansionniste, impliquant une croissance toujours plus soutenue, pousse les fermiers vers l'endettement. L'achat de matériel coûteux, l'emploi de dérivés de pétrole et autres intrants forcent les fermes familiales, principaux acteurs des milieux ruraux, à disparaître au profit de grands propriétaires terriens pratiquant des monocultures à grande échelle.

Ces cultures, cotées en bourse, subissent les aléas du marché et de la spéculation entraînant la hausse du prix des denrées premières. La crise alimentaire mondiale frappe les populations les plus pauvres en mettant les céréales et le pétrole hors de prix.

Enfin, les grands cheptels, l'utilisation de grandes quantités de pétrole et de ses dérivés comme les fertilisants de synthèse et les pesticides et la mauvaise gestion des fumiers ont des effets néfastes sur l'environnement.

Changer les pratiques

Comme toute autre industrie de masse qui produit des volumes... l'agriculture polluée. Mais l'agriculture n'est pas comme toute autre industrie parce qu'elle sert à nourrir, qu'elle occupe le territoire rural et s'inscrit dans le dynamisme des villages. Nous devons orienter notre agriculture et encourager nos fermiers à adopter des pratiques socialement, économiquement et

environnementalement responsables. En somme, un réel contrat vert http://unionpaysanne.com/images/stories/Doc/le_contrat_vert.pdf.

La souveraineté alimentaire comme sortie de crises

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples, des pays ou de groupes de pays à définir leurs politiques agricoles et alimentaires, sans faire du *dumping* dans d'autres pays. C'est un concept développé et présenté pour la première fois par Via Campesina lors du Sommet de l'alimentation organisé par la FAO à Rome en 1996.

La souveraineté alimentaire organise la production et la consommation alimentaire selon les besoins des communautés locales, en donnant la priorité à la production pour la consommation familiale et locale. Les sans terre, les paysans et les petits producteurs doivent avoir accès à la terre, à l'eau, aux semences libres de droit et sans OGM, à des moyens de production et à des services publics adaptés.

Ce concept n'exclut pas la production de masse, mais suggère plutôt un contrat social qui prévaut sur les contrats économiques.

À l'heure des discussions internationales sur les objectifs de réduction d'émissions de gaz à effets de serre, le Québec et le Canada devront orienter leurs pratiques agricoles vers un objectif de captation de carbone à long terme. L'agriculture industrielle devra faire place à un modèle d'agriculture pluriel, souverain et au service de la population.

Nourrir l'humain avant le marché afin que le marché profite aux humains et non l'inverse.

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT

Les effets destructeurs de la course aux rendements



PAR CLAUDE VAILLANCOURT

Il semble de plus en plus difficile de s'attaquer aux changements climatiques sans relier ce problème à l'expansion de la sphère financière. Les intérêts de l'élite financière ne vont pas toujours de pair avec la protection de l'environnement. Les gens d'affaires ont montré à de multiples reprises qu'ils n'hésitent pas à polluer et porter de graves atteintes à des écosystèmes si cela leur permet de réaliser d'importants profits.

Dans différents accords commerciaux, les entrepreneurs sont invités à identifier les « obstacles au commerce », c'est-à-dire les réglementations qui empêchent de réaliser des profits. Parmi les cibles : les lois pour la protection de l'environnement. Ces dernières ne font plus le poids dans un monde où la liberté de commercer est élevée comme valeur suprême.

La bataille pour vaincre les changements climatiques est aussi une lutte contre la voracité de l'élite financière. Il est essentiel de mettre fin aux pratiques de dérèglementations qui ont permis l'extraordinaire expansion du secteur financier. C'est donc au cœur qu'il faut viser le capitalisme.



CAMÉRA AU POING

PAR CATHERINE BINETTE

En tant qu'organisation de solidarité œuvrant pour la justice sociale, Alternatives était heureuse de se joindre aux *Rencontres internationales du documentaire de Montréal* tenues du 11 au 21 novembre derniers à Montréal pour présenter la série de documentaires engagés et conséquemment le prix *Caméra au poing*. Par son programme de stages internationaux, Alternatives forme depuis plus de dix ans des jeunes vidéastes et encourage l'usage de la vidéo et la production documentaire afin de dénoncer l'injustice et susciter la mobilisation citoyenne ici comme ailleurs. Au RIDM, la série *Caméra au poing* est le porte-voix des militants de toutes les causes, où partis pris et prises de positions sont tout à fait assumés.

Plus d'une vingtaine de films documentaires ont été présentés couvrant une grande diversité d'enjeux et de régions du monde. De la révolution algérienne au port du voile au Canada, en passant par le rôle des médias dans la dictature de Pinochet et celui de Coca-Cola dans l'assassinat de syndicalistes en Colombie, ces documentaires racontent de grands moments de notre Histoire et mettent de l'avant des enjeux fondamentaux pour l'avenir de l'humanité, trop souvent ignorés au quotidien. Ce fut aussi soir de première pour certains films, dont « *Myths for profit : Canada's role in industries of war and peace* » réalisé par Amy Miller, qui dresse un portrait tristement réaliste de notre industrie de guerre, dénonçant au passage le rôle de nos institutions politique, économique, militaire et d'aide internationale. Le portrait de deux artistes militants incontournables au Québec est quant à lui dépeint par les cinéastes Magnus Isaacson et Simon Bujold dans l'œuvre *L'art en action* où les spectateurs sont invités à une rencontre intime avec Annie Roy et Pierre Allard, le couple derrière



DEFAMATION DE YOAV SHAMIR

l'ATSA (Action terroriste socialement acceptable). Pour ceux et celles qui n'ont pu voir ce beau film au RIDM, notez qu'il est présentement en salle au Cinéma Parallèle.

Le jury, composé de Josée Legault, politologue et chroniqueuse à *The Gazette* et à *VOIR*, d'Erica Pomerance, réalisatrice, scénariste et productrice en cinéma documentaire (*Dabla! Excision*, documentaire sur la mutilation génitale féminine) et de John Walker, cinéaste et directeur photo documentaire (*Passage* est son plus récent film) a choisi de primer le cinéaste Yoav Shamir pour son audacieux *Defamation*, une œuvre provocante qui soulève un débat social sur le rapport qu'entretient le gouvernement israélien avec l'antisémitisme. Shamir remet en question l'existence de la menace antisémite et se demande si critiquer l'état d'Israël équivaut vraiment à poser un geste d'antisémitisme, tel que le gouvernement israélien le prétend... Poser la question, c'est y répondre ! Alternatives, en tant qu'organisation qui milite pour la défense des droits du peuple Palestinien avec persévérance et détermination, était très fière de remettre une bourse de 1000 \$ au cinéaste Shamir pour souligner la pertinence de son œuvre.



La quantité de nourriture produite est suffisante mais elle n'est pas accessible à tous.

— VÉRONIQUE CÔTÉ

Écologie et solidarité internationale

PAR GUSTAVE MASSIAH

La compréhension de l'écologie dans le contexte actuel ne peut être envisagée en dehors des autres dimensions de la crise. Il faut reconnaître que la crise écologique est une crise sociale. Une transformation écologique des sociétés est inenvisageable sans une forte redistribution sociale et il est illusoire de penser que la transition pourrait être payée par les pauvres et avec leur accord. Ainsi, la relation avec la crise politique et écologique induit la nécessité de prendre en compte la remise en cause des droits fondamentaux et des droits environnementaux ; de lier écologie et libertés ; écologie et solidarité internationale.

Lire la suite de l'article de Gustave Massiah sur www.alternatives.ca

Blogues



GUSTAVE MASSIAH
Écologie et solidarité internationale



OWEN ROSE
La ville durable



BERNARD DREANO
Retour sur la chute du mur de Berlin

Plus de blogues » www.alternatives.ca

« Les écosystèmes n'ont pas de départements exclusifs, indépendants de tout le reste : l'ensemble des dossiers environnementaux sont affectés par les changements climatiques. Il nous faudra freiner autant que possible leur ampleur, mais aussi prendre acte sur tous les fronts des vulnérabilités nouvelles et des multiples champs d'action, sans oublier les problèmes récurrents. À problème complexe, les solutions ne peuvent être simples et il importe d'évaluer la portée réelle des solutions afin de s'ajuster en fonction de nos objectifs. La créativité solidaire doit éclore car l'émergence d'une société écologique est un impératif. Parce qu'ensemble, on va plus loin. »

Maude Prud'homme
Coordonnatrice, Réseau québécois des groupes écologistes